

José Manuel Durão Barroso

Président de la Commission européenne

État de l'Union 2010

Check Against Delivery
Seul le texte prononcé fait foi
Es gilt das gesprochene Wort

Parlement Européen

Strasbourg, 7 septembre 2010

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

C'est un grand privilège que de prononcer devant votre Assemblée le premier discours sur l'état de l'Union.

L'an dernier, par votre vote, vous m'avez accordé un second mandat sur la base des Orientations politiques que j'ai présentées. Au début de cette année, vous avez accordé un soutien massif à la Commission. Pendant le processus d'investiture, nous étions convenus de nous voir une fois par an pour évoquer l'état de l'Union. Ce sera désormais à ce moment que nous planifierons nos travaux pour les douze mois à venir.

Parmi les décisions que nous prendrons au cours de ces douze mois, nombreuses sont celles qui auront des conséquences à long terme. Elles dessineront l'Europe que nous voulons. Elles dessineront une Europe des possibilités, dans laquelle ceux qui en ont l'ambition pourront s'élever, tandis que ceux qui sont dans le besoin ne seront pas laissés de côté. Une Europe ouverte sur le monde et ouverte à ses habitants. Une Europe qui garantit une cohésion économique, sociale et territoriale.

Au cours de l'année écoulée, la crise économique et financière a confronté notre Union à l'un des plus grands défis qu'elle ait connus. Notre interdépendance a été soulignée, et notre solidarité a été mise à l'épreuve comme elle ne l'avait jamais été.

Quand je vois, rétrospectivement, comment nous avons réagi, je pense que nous avons surmonté cette épreuve. Nous avons apporté une grande partie des solutions requises – accorder une assistance financière aux États membres confrontés à des circonstances exceptionnelles, améliorer la gouvernance économique, approfondir la régulation financière, promouvoir la croissance et l'emploi – et nous avons réussi à construire une base solide à partir de laquelle lancer la modernisation de nos économies. L'Europe a montré qu'elle avait la volonté de répondre présent. Ceux qui prédisaient la débâcle de l'Union européenne ont été démentis. Les institutions européennes et les États membres ont pris des initiatives courageuses. J'adresse à chaque Européen le message suivant: ayez la certitude que l'Europe fera le nécessaire pour assurer votre avenir.

Les perspectives économiques dans l'Union européenne sont aujourd'hui meilleures qu'il y a un an, grâce, en grande partie, à l'action déterminée que nous avons menée. Le redressement s'accélère, même si son rythme n'est pas homogène dans toute l'Union. La croissance en 2010 sera plus importante que prévu initialement. Le taux de chômage, bien qu'il demeure beaucoup trop élevé, a cessé de progresser. Il est évident que des incertitudes et des risques continuent de peser sur la reprise, surtout hors de l'Union européenne.

Ne nous berçons pas d'illusions: notre tâche n'est pas achevée. Nous ne pouvons pas nous reposer sur nos lauriers. L'expansion budgétaire a eu l'effet escompté pour contrer le déclin de l'activité économique, mais il est temps, à présent, d'en sortir. En l'absence de réformes structurelles, nous ne générerons pas une croissance durable. Nous devons mettre à profit les douze prochains mois pour accélérer le programme de réformes. Le moment est venu de moderniser notre économie sociale de marché pour la rendre compétitive au niveau mondial et capable de relever le défi démographique. Le moment est venu de réaliser les investissements requis pour l'avenir.

C'est l'heure de vérité pour l'Europe. Elle doit montrer qu'elle est davantage que 27 solutions nationales. Soit nous agissons ensemble, soit nous sombrons un à un. Que nous agissions au niveau national, régional ou local, nous ne réussissons que si nous pensons européen.

Je vais aujourd'hui vous exposer ce que je considère comme les priorités communes de nos deux institutions pour l'année à venir. Il m'est impossible d'aborder ici tous les aspects de la politique européenne, ou de vous présenter chacune des initiatives que nous prendrons, aussi vous ai-je fait parvenir, par l'intermédiaire du Président Buzek, un document programmatique plus complet.

Je vois essentiellement cinq défis majeurs que l'Union devra relever au cours des douze prochains mois:

- combattre la crise et améliorer la gouvernance économique;
- relancer la croissance pour l'emploi en accélérant la mise en œuvre du programme de réformes «Europe 2020»;
- construire un espace de liberté, de justice et de sécurité;
- lancer les négociations en vue de la modernisation du budget de l'Union, et
- assumer notre part de responsabilité dans le monde.

Permettez moi de commencer par la crise et la gouvernance économiques. Voici quelques mois, nous avons agi avec détermination quand les membres de la zone euro, et l'euro lui même, ont eu besoin de notre soutien.

Nous avons appris une dure leçon. Nous faisons aujourd'hui des progrès considérables en matière de gouvernance économique. La Commission a présenté ses idées en mai et juin derniers. Elles ont été bien accueillies, tant dans cette assemblée que par la Task Force dirigée par le président du Conseil européen. Elles constituent le socle sur lequel un consensus est en train de se construire. Nous présenterons les propositions législatives les plus urgentes le 29 septembre, de façon à ne pas perdre le rythme.

Des budgets non viables à terme nous rendent vulnérables. La dette et le déficit créent l'instabilité conjoncturelle, et elles défont le filet de la protection sociale. L'argent consacré au service de la dette ne peut être dépensé pour le bien être social. Ni pour nous préparer à assumer le coût du vieillissement démographique. Une génération endettée compromet le futur de la nation. Nos propositions tendent à renforcer le Pacte de stabilité et de croissance par une surveillance budgétaire accrue et une contrainte plus stricte.

Nous devons, en outre, nous atteler à résoudre les graves déséquilibres macroéconomiques, en particulier dans la zone euro. Voilà pourquoi nous avons présenté en amont des propositions visant à détecter les bulles spéculatives, les défauts de compétitivité et d'autres facteurs de déséquilibre.

Je constate aujourd'hui que les gouvernements nationaux sont prêts à accepter une surveillance plus étroite, assortie d'incitations au respect des règles, ainsi que de sanctions plus précoces. La Commission renforcera son propre rôle d'arbitre indépendant et de garant du respect des nouvelles règles.

Nous ferons de l'union monétaire une véritable union économique.

Si elles sont mises en œuvre comme nous le proposons, ces réformes garantiront aussi la stabilité à long terme de l'euro, clé de notre réussite économique.

Pour assurer la croissance de notre économie, nous avons aussi besoin d'un secteur financier robuste et sain. Un secteur qui soit au service de l'économie réelle. Un secteur qui peut se flatter d'être réglementé et surveillé de façon adéquate.

Nous avons pris des mesures pour accroître la transparence des banques. Aujourd'hui, nous faisons mieux qu'il y a un an. Avec la publication des résultats des tests de résistance, les banques devraient maintenant pouvoir se prêter mutuellement des fonds, de sorte que les citoyens et les entreprises de l'Union puissent accéder au crédit.

Nous avons proposé de protéger l'épargne de chaque citoyen à hauteur de 100 000 euros. Nous proposerons de bannir les ventes à découvert abusives. Nous nous intéresserons aux contrats d'échange sur défaut, mieux connus comme «credit default swaps». Le temps où l'on pouvait parier sur la ruine d'autrui est révolu. Nous continuons d'insister pour que les banques, et non les contribuables, aient l'obligation de financer elles-mêmes en amont leur propre risque de défaillance. Nous légiférons pour bannir les bonus qui récompensent aujourd'hui les gains à court terme qui seront les lourdes pertes de demain. Dans le cadre de cette approche, je plaide également en faveur d'une taxation des activités financières. Nous présenterons des propositions cet automne.

L'accord politique qui vient de se conclure sur le paquet relatif à la surveillance financière est une très bonne nouvelle. Les propositions de la Commission, fondées sur le rapport de Larosière, nous doteront d'un véritable système européen de surveillance. Je tiens à remercier le Parlement pour son rôle constructif, et j'espère qu'il donnera son aval définitif en septembre.

Nous approfondirons également le volet réglementaire. Des initiatives concernant les produits dérivés, de nouvelles mesures sur les agences de notation ainsi qu'un cadre concernant la liquidation des banques et la gestion des crises bancaires vous seront soumis à brève échéance. Notre objectif est de boucler intégralement la réforme du secteur financier pour la fin de l'année prochaine.

Des finances publiques solides et des marchés financiers responsables nous donnent la confiance et la vigueur économique nécessaires à une croissance durable. Nous devons dépasser le débat artificiel qui oppose l'assainissement budgétaire à la croissance. Nous pouvons avoir les deux.

Mesdames et Messieurs les Députés,

Des finances publiques saines sont un moyen au service d'un objectif: la croissance pour l'emploi. C'est notre priorité principale. C'est dans cette voie qu'il nous faut investir.

L'Europe 2020 commence dès aujourd'hui. Nous devons avancer et accélérer les réformes les plus porteuses de croissance de notre programme. Le niveau de la croissance pourrait ainsi être relevé de plus d'un tiers d'ici à 2020.

Cela implique de nous concentrer sur trois priorités: augmenter le nombre de travailleurs en activité, stimuler la compétitivité de nos entreprises et approfondir le marché unique.

Permettez-moi de commencer par les citoyens et l'emploi.

Depuis 2008, plus de 6 millions de personnes ont perdu leur travail. Chacune d'entre elles devrait se voir offrir la possibilité de retrouver une activité. Le taux d'emploi moyen en Europe avoisine les 69 % pour les travailleurs âgés de 20 à 64 ans. Nous avons décidé qu'il devrait être porté à 75 % d'ici à 2020, notamment par l'intégration d'un plus grand nombre de femmes et de travailleurs âgés sur le marché du travail.

Les États membres conservent la plupart des compétences en matière de politique de l'emploi. Mais nous ne resterons pas sur la touche. Je veux une Union européenne qui aide ses citoyens à saisir les occasions nouvelles, et je veux une Union qui soit à la fois sociale et inclusive. C'est cette Europe-là que nous construirons si les États membres, les institutions européennes et les partenaires sociaux avancent dans la voie de notre programme commun de réformes.

Ce dernier devra être axé sur les qualifications et l'emploi, ainsi que sur l'investissement dans l'apprentissage tout au long de la vie.

Il devra aussi libérer le potentiel de croissance du marché unique, pour donner vigueur au marché unique de l'emploi.

Les perspectives d'emploi existent. L'Europe offre quatre millions de postes à pourvoir. La Commission entend proposer, plus tard dans l'année, un «Observatoire des postes vacants au sein de l'Union». Les citoyens européens sauront ainsi où des emplois sont offerts en Europe et quelles sont les qualifications requises. Nous allons également proposer des projets pour un «passeport européen des qualifications».

Il nous faudra aussi nous attaquer aux problèmes de la pauvreté et de l'exclusion. Nous devons veiller à ce que les personnes les plus vulnérables ne soient pas laissées pour compte. C'est l'axe principal de notre «Plateforme européenne contre la pauvreté». Elle regroupera les actions européennes en faveur des groupes vulnérables tels que les enfants et les personnes âgées.

À mesure qu'augmente le nombre de personnes qui voyagent, étudient ou travaillent à l'étranger, nous renforcerons également les droits des citoyens lors du franchissement des frontières. Dès cet automne, la Commission se penchera sur les obstacles qui subsistent.

La croissance doit reposer sur la compétitivité de nos entreprises.

Nous devons continuer de faciliter la vie de nos petites et moyennes entreprises. Celles-ci fournissent deux emplois sur trois dans le secteur privé. La nécessité d'innover et le poids des formalités administratives figurant parmi leurs préoccupations majeures, nous nous attachons actuellement à les aider dans ces deux domaines.

Juste avant l'été, la Commission a annoncé l'octroi de l'enveloppe la plus importante jamais accordée au titre du septième programme cadre de recherche, d'un montant de 6,4 milliards d'euros. Ces fonds seront destinés aux PME ainsi qu'aux scientifiques.

Investir dans l'innovation suppose aussi de promouvoir des universités de renommée internationale en Europe. Je souhaite voir nos universités attirer les meilleurs étudiants et professeurs, d'Europe comme du reste du monde. Aussi prendrons-nous une initiative sur la modernisation des universités européennes. J'appelle de mes vœux une Europe forte dans les domaines de la science, de l'éducation et de la culture.

Nous devons améliorer les résultats de l'Europe en matière d'innovation non seulement dans les universités, mais tout au long du cycle d'innovation, de la recherche à la commercialisation, notamment dans le cadre de partenariats. Nous avons besoin d'une Union pour l'innovation. La Commission présentera le mois prochain les moyens pour y parvenir.

La volonté des États membres de progresser sur la voie d'un brevet européen, valable dans toute l'Union européenne, sera également décisive à cet égard. Il n'est pas rare, en effet, que nos innovateurs doivent payer dix fois plus que leurs concurrents. Notre proposition est sur la table. Elle permettrait de réduire sensiblement les coûts et de doubler le nombre des inventions protégées par un brevet. Après des décennies de discussions, il est temps de prendre une décision.

Nous poursuivrons aussi notre action pour réduire les formalités administratives, qui écrasent littéralement nos PME. 71 % des PDG déclarent que la bureaucratie constitue le plus grand obstacle à la réussite de leur entreprise. La Commission a présenté des propositions qui devraient permettre aux entreprises européennes d'épargner 38 milliards d'euros par an.

C'est en stimulant l'innovation, en réduisant la bureaucratie et en nous dotant d'une main d'œuvre hautement qualifiée que nous pourrons faire en sorte que l'industrie européenne reste compétitive au niveau mondial. L'existence d'une base industrielle florissante en Europe revêt une importance capitale pour notre avenir. La Commission présentera, le mois prochain, une nouvelle politique industrielle à l'ère de la mondialisation.

Nous avons les personnes, nous avons les entreprises. Ce qu'il nous manque, c'est un marché unique ouvert et moderne.

Si le marché intérieur constitue bel et bien le plus grand atout de l'Europe, nous ne l'exploitons pas suffisamment. Nous devons l'approfondir de toute urgence.

8 % seulement des 20 millions de PME que compte l'Europe exercent des activités commerciales transfrontalières, et elles sont encore moins nombreuses à investir. Même dans le domaine de l'internet, plus d'un tiers des consommateurs ne se sentent pas suffisamment en confiance pour faire des achats transfrontaliers.

À ma demande, M. Mario Monti a mis en évidence 150 chaînons manquants et goulets d'étranglement qui entravent le fonctionnement du marché intérieur.

Le mois prochain, nous présenterons nos vues sur la manière d'approfondir le marché unique, dans une proposition législative globale et ambitieuse, le «Single Market Act».

Le secteur de l'énergie, en tant que moteur essentiel de la croissance, constitue un domaine d'action prioritaire: nous devons achever le marché intérieur de l'énergie, construire et interconnecter des réseaux et garantir la sécurité et la solidarité énergétiques. Nous devons faire, dans le domaine de l'énergie, ce que nous avons déjà fait pour la téléphonie mobile: donner aux consommateurs un vrai choix, sur un marché européen unique. Nous disposerons ainsi d'une véritable communauté de l'énergie en Europe.

Les gazoducs et les lignes à haute tension ne doivent pas connaître de frontières.

Nous devons nous doter des infrastructures nécessaires pour exploiter l'énergie solaire et éolienne.

Il importe aussi d'instaurer une norme européenne pour que charger les accumulateurs d'une voiture électrique devienne aussi naturel que de faire le plein de carburant.

L'année prochaine, nous présenterons un plan d'action dans le domaine de l'énergie, un train de mesures relatif aux infrastructures énergétiques, ainsi qu'un plan d'action pour l'efficacité énergétique, afin de mettre en œuvre ce projet. Quant à moi, je me rendrai en fin d'année dans la région de la mer Caspienne pour promouvoir le corridor Sud, qui nous permettrait de renforcer notre sécurité d'approvisionnement.

Pour que l'Europe puisse utiliser ses ressources efficacement, il nous faut regarder au delà de l'énergie. Au 20^e siècle, le monde a connu une croissance extraordinaire, mais qui a fortement sollicité les ressources naturelles. La population a quadruplé et la croissance de la production économique a été multipliée par 40. Cependant, dans le même temps, l'utilisation des combustibles fossiles a été multipliée par 16, les prises de poisson par 35, la consommation d'eau par 9 et nos émissions de carbone par 17.

Aussi devons-nous à présent mettre en œuvre le paquet «Climat et énergie», un des moteurs essentiels du changement. Cela implique d'intégrer les différentes mesures relatives au changement climatique, à l'énergie, aux transports et à l'environnement dans une approche cohérente de l'utilisation efficiente des ressources et d'un avenir sobre en carbone.

Un secteur agricole qui anticipe sur l'avenir jouera un rôle de premier plan dans les mesures européennes destinées à relever certains des plus grands défis qui nous attendent, notamment la sécurité alimentaire mondiale, la perte de biodiversité et la gestion durable des ressources naturelles. Il en va de même pour notre politique maritime.

Toutes ces actions n'auront pas pour seul effet de renforcer notre économie à long terme, mais créeront aussi des débouchés immédiats. Depuis 2000, les emplois dans l'éco industrie ont connu une croissance annuelle de 7 %. Je souhaite atteindre d'ici 2020 la barre des trois millions d'«emplois verts», en complément de nos cols bleus et de nos cols blancs.

Si nous avons besoin d'une croissance verte, nous avons également besoin d'une croissance «intelligente». Ces quinze dernières années, la croissance de la productivité européenne a été, pour moitié, tirée par les technologies de l'information et des communications. Cette tendance devrait encore se renforcer. Notre stratégie numérique pour l'Europe nous permettra de créer un marché unique numérique représentant 4 % du PIB de l'UE d'ici à 2020.

Mesdames et Messieurs les Députés,

Tout ce que nous faisons, nous le faisons pour les citoyens européens. L'une des dimensions fondamentales de notre projet européen est la construction d'un espace de liberté, de sécurité et de justice.

Nous ne ménageons aucun effort afin de mettre en œuvre le plan d'action du programme de Stockholm. Nous proposerons une réelle avancée sur les questions d'asile et d'immigration.

Les immigrants légaux trouveront dans l'Europe un espace dans lequel les valeurs humaines sont respectées et protégées. Parallèlement, nous réprimerons énergiquement l'exploitation des immigrants clandestins au sein de l'Europe et à nos frontières. La Commission fera de nouvelles propositions sur le contrôle des frontières extérieures, et nous présenterons également une stratégie de sécurité intérieure visant à faire face aux menaces du terrorisme et de la criminalité organisée.

Les Européens conserveront leurs obligations et droits fondamentaux où qu'ils se rendent. Tout Européen doit respecter la loi et les gouvernements doivent respecter les droits de l'homme, y compris ceux des minorités. Le racisme et la xénophobie n'ont pas leur place en Europe. Sur des questions aussi sensibles, lorsqu'un problème survient, nous devons tous nous montrer responsables. J'exhorte à ne pas réveiller les fantômes de notre passé.

Un espace de liberté, de justice et de sécurité offrira aux Européens un lieu où prospérer.

Mesdames et Messieurs les Députés,

Un autre défi qui nous attend est de définir les contours du budget futur de l'Union européenne.

Le mois prochain, la Commission présentera ses premières pistes de réflexion concernant l'examen budgétaire. Elle ouvrira un débat sans tabous, en vue d'élaborer ses propositions législatives, qu'elle produira au deuxième trimestre de l'an prochain.

Nous devons orienter nos dépenses vers les domaines où elles généreront la plus grande valeur ajoutée. Nos investissements doivent favoriser la croissance et servir les objectifs de l'agenda européen. La qualité des dépenses doit être notre critère d'action à tous.

L'Europe offre une authentique valeur ajoutée. Je soutiendrai donc, pour l'après 2013, un ambitieux budget pour l'Europe.

Je crois fermement que nous devons mettre nos moyens en commun, pour servir nos priorités politiques.

La question n'est pas de dépenser plus ou moins, mais de dépenser de façon plus intelligente, en envisageant le budget européen et les budgets nationaux sous un même angle. Le budget de l'UE n'est pas au service de «Bruxelles», il est au service de ceux que vous représentez: les chômeurs, dont la reconversion est financée par le Fonds social, les étudiants, qui participent au programme Erasmus, les régions, qui bénéficient du Fonds de cohésion.

Les interconnexions énergétiques, la recherche développement et l'aide au développement sont des exemples évidents de secteurs où un euro dépensé au niveau européen produit plus qu'un euro dépensé au niveau national. Certains États membres perçoivent la logique de ce raisonnement jusque dans des domaines qui relèvent des compétences nationales de base, comme la défense. Ils reconnaissent l'ampleur des économies qu'ils pourraient réaliser en mettant en commun certaines de leurs ressources et activités d'appui. La mise en commun de ressources au niveau européen permet aux États membres de réduire leurs coûts, d'éviter la redondance des efforts et d'obtenir un meilleur retour sur investissement.

Nous devrions également étudier de nouvelles sources de financement pour les grands projets d'infrastructure européens. Par exemple, j'entends proposer la création d'emprunts obligataires européens pour le financement de projets («EU project bonds»), en collaboration avec la Banque européenne d'investissement. Nous développerons aussi davantage les partenariats public privé.

Comme le Parlement nous l'a clairement indiqué, nous devons aussi aborder la question des ressources propres. Le système actuel est sollicité à l'extrême – et il ne tient que par un jeu alambiqué de corrections. Nos concitoyens méritent un système plus juste et plus efficace. Certes, tout le monde ne partagera pas toutes les idées que nous présenterons. Je trouve d'ailleurs extraordinaire que certains les rejettent déjà, avant même d'en connaître le contenu.

Je sais qu'une des préoccupations du Parlement est la durée du prochain horizon budgétaire. Il existe plusieurs options. Je souhaiterais que l'on envisage un cadre budgétaire à 10 ans, assorti d'un réexamen de la dimension financière après cinq ans – ce serait l'option «cinq plus cinq». Nous disposerions ainsi d'une planification à plus long terme, plus clairement reliée à la durée des mandats de nos deux institutions.

Évidemment, la crédibilité du budget européen repose en partie sur la poursuite rigoureuse d'efforts d'économies. J'examine actuellement les coûts administratifs de la Commission et des autres organes communautaires, comme les agences. Nous devons éliminer toutes les poches d'inefficience. Les recommandations de la Cour des comptes inspireront nos efforts d'amélioration en matière de gestion financière.

Mesdames et Messieurs les Députés,

Le dernier défi dont je souhaite vous parler aujourd'hui est la manière dont nous assumons notre part de responsabilité dans le monde.

Face à nos difficultés quotidiennes, nous manquons parfois de recul et oublions ce que nous avons accompli. Une transition pacifique et réussie vers une Union européenne dont les dimensions ont doublé et qui négocie de nouvelles adhésions; une monnaie solide, l'euro, devise mondiale de premier plan; un partenariat étroit avec nos voisins, qui nous renforce tous. Si nous agissons fermement, nous n'avons rien à craindre du 21^{ème} siècle.

Alors que les partenariats stratégiques du 21^{ème} siècle se font jour, l'Europe doit saisir la chance qui s'offre à elle de définir son avenir. J'ai hâte de voir l'Union tenir, dans les affaires internationales, un rôle à la hauteur de son poids économique. Nos partenaires nous observent et veulent nous voir agir en tant qu'entité européenne, pas simplement comme 27 pays distincts. Si nous n'œuvrons pas de concert, l'Europe ne sera pas une puissance mondiale et nos partenaires iront de l'avant sans nous: sans l'Europe et sans ses États membres. C'est pourquoi j'ai, dans mes orientations politiques, appelé l'Europe à être un acteur mondial, un acteur international de premier plan, ce qui constitue à la fois une mission et un défi essentiels pour notre génération.

La Haute représentante de l'Union et Vice présidente, Madame Ashton, et moi-même exposerons ensemble notre vision de la manière dont nous pouvons optimiser le rôle de l'Europe dans le monde. Le service européen pour l'action extérieure nous offre les moyens de répondre à nos aspirations.

À l'ère de la mondialisation, les relations que nous instaurons avec des partenaires stratégiques conditionnent notre prospérité. Pour être efficaces sur la scène internationale, nous avons besoin du poids de l'Union européenne. La taille est un élément d'importance, aujourd'hui plus que jamais.

La lutte contre les changements climatiques en est un bon exemple. Le sommet de Copenhague nous a montré que, si d'aucuns ne nourrissent pas les mêmes ambitions que nous, nous n'avons pas œuvré dans notre intérêt en ne parlant pas d'une seule voix. Les négociations sont peut-être au point mort, mais les changements climatiques se poursuivent. Je veux que nous intensifions notre action avec les partenaires internationaux pour que leurs communiqués de presse se traduisent par des engagements crédibles à réduire les émissions, et pour promouvoir le financement à mise en œuvre rapide.

Lors des deux prochains mois se tiendront des sommets cruciaux avec des partenaires stratégiques. La réalisation de nos objectifs dépendra de notre capacité à fixer un calendrier commun présentant un intérêt européen clairement défini. Ainsi, l'élaboration d'un programme transatlantique en faveur de la croissance et de l'emploi me semble offrir d'immenses perspectives.

C'est au sein du G20, enceinte dans laquelle les acteurs économiques mondiaux de premier plan relèvent des défis communs, que nous pesons déjà de tout notre poids. Lorsque le Président Van Rompuy et moi-même irons à Séoul au mois de novembre, représenter l'Union européenne, ce sera pour obtenir des résultats concrets:

De nouveaux progrès dans la coordination économique mondiale.

Des marchés financiers plus stables et plus responsables; un accord sur la réforme des institutions financières internationales.

Des filets de sécurité financière mondiaux plus efficaces.

De nouveaux progrès dans l'élaboration d'un programme de développement du G20.

Nous continuerons à prendre des initiatives au sein de cette instance et coopérerons étroitement avec la présidence française du G8/G20 l'année prochaine.

Nous souhaitons également que le cycle des négociations de Doha soit bien accueilli. Les échanges stimulent la croissance et la prospérité. Nous nous efforcerons également de conclure des accords bilatéraux et régionaux de libre-échange. Au mois d'octobre, la Commission présentera une politique commerciale révisée porteuse de nouveaux avantages pour l'Europe.

L'ouverture au monde implique également de se tenir aux côtés des pays en développement, et de l'Afrique en particulier. Lorsque je me rendrai, dans deux semaines, à la réunion de haut niveau sur les Objectifs du millénaire pour le développement à New York, j'entends, avec votre appui, affecter un milliard d'euros supplémentaire en faveur des Objectifs du millénaire pour le développement.

Notre qualité d'acteur mondial suppose aussi de défendre nos valeurs. Les droits de l'homme ne sont pas négociables. Je suis choqué par la manière dont les droits des femmes sont bafoués dans de nombreux pays. Je suis consterné d'apprendre que Sakineh Mohammadi Ashtiani est condamnée à mort par lapidation. Ces pratiques relèvent d'une barbarie indicible. Nous condamnons de tels actes qui ne trouvent de justification au regard d'aucun code moral ou religieux.

Nos valeurs signifient également qu'il nous faut venir en aide aux personnes confrontées à une situation de crise où que ce soit dans le monde.

Notre aide humanitaire au Pakistan est le dernier exemple en date de l'Europe solidaire à l'œuvre. Elle est un exemple flagrant de la nécessité de présenter les différentes contributions de la Commission et des États membres comme un véritable programme d'aide européen. Les États membres disposent d'hélicoptères ainsi que d'équipes de protection civile. Il nous faut à présent les réunir en un véritable dispositif européen de réaction aux situations de crise. C'est la teneur de la proposition que fera la Commission au mois d'octobre. J'exhorte instamment les États membres à montrer qu'ils sont déterminés à ce que l'Union européenne pèse de tout son poids dans ce domaine.

Nous progressons sur la voie d'une politique étrangère commune. Ne nous leurrions pas, cependant: sans politique de défense commune, nous ne posséderons pas, dans le monde, l'influence dont nous avons besoin. J'ai la conviction que le moment est venu de s'atteler à ce défi.

Mesdames et Messieurs les Députés,

Nous n'avons pas fini de mettre en place la nouvelle architecture institutionnelle de l'Europe issue du traité de Lisbonne.

Ce qui importe vraiment, c'est ce que les institutions apportent à la population. Ce qui importe, c'est ce que l'Europe change dans le quotidien de nos concitoyens.

Le secret de la réussite européenne réside dans son modèle communautaire, qui est unique. Plus que jamais, c'est à la Commission qu'il appartient de déterminer les priorités politiques en présentant sa vision et ses propositions.

J'ai appelé de mes vœux une relation particulière entre la Commission et le Parlement, les deux institutions communautaires par excellence, et j'intensifie ma coopération politique avec vous.

L'Europe ne se limite pas à Bruxelles ou Strasbourg: l'Europe, c'est nos régions, c'est vos villes petites et grandes et vos villages. Lorsque vous arpentez votre circonscription, vous pouvez sans mal désigner les projets européens qui revêtent une véritable importance pour la prospérité de l'endroit.

Nous sommes tous, en définitive, logés à la même enseigne: l'Union européenne n'atteindra pas sans les États membres les objectifs qu'elle s'est fixés en Europe, de même que les États membres n'atteindront pas sans l'Union européenne les objectifs qu'ils se sont fixés dans le monde.

Mesdames et Messieurs les Députés,

Les citoyens européens attendent que nous prenions les mesures qui s'imposent pour sortir de cette crise.

Nous devons leur montrer que les efforts conjoints que nous déployons aujourd'hui déboucheront demain sur de nouveaux emplois, de nouveaux investissements, et sur une Europe prête à affronter l'avenir.

J'ai la certitude que l'Europe est capable de relever le défi. Nous obtiendrons les résultats désirés.

Je vous ai exposé aujourd'hui comment, selon moi, l'Union européenne peut y arriver.

Je me suis engagé à présenter les propositions requises pour construire notre union économique.

Je vous ai exposé les arguments qui justifient d'accélérer notre programme de réformes.

J'ai indiqué comment moderniser notre économie sociale de marché en vue de créer de la croissance et des emplois dans une économie intelligente, durable et inclusive grâce à nos initiatives phares de la stratégie Europe 2020.

J'ai esquissé la manière dont nous pouvons mettre en place une politique commune de l'énergie en Europe.

J'ai défendu la nécessité d'un espace de liberté, de sécurité et de justice dans lequel les Européens pourront vérifier que leurs droits et leurs obligations existent où qu'ils aillent.

J'ai indiqué sans ambiguïté que la Commission s'efforcera d'obtenir l'adoption d'un budget ambitieux.

J'ai proposé de créer des emprunts obligataires européens destinés au financement de projets, en vue de financer les grands projets européens.

Je vous ai fait part de notre engagement renouvelé en faveur des Objectifs du millénaire pour le développement.

J'ai démontré l'intérêt de mettre en place un dispositif européen de réaction aux situations de crise et une politique commune de défense.

Enfin, j'ai exhorté les dirigeants européens à agir ensemble s'ils souhaitent que l'Europe soit un acteur mondial et s'ils veulent défendre l'intérêt européen.

C'est un programme ambitieux et stimulant.

Pour que l'Europe réussisse, la Commission a besoin de votre soutien.

Je vous remercie.

[MEMO/10/411](#)